

Bruxelles, le 11.3.2020
C(2020) 1329 final

DÉCISION DE LA COMMISSION

du 11.3.2020

**relative au financement d'un projet pilote en faveur de la République islamique de
Mauritanie pour 2019 à financer sur le budget général de l'Union**

DÉCISION DE LA COMMISSION

du 11.3.2020

relative au financement d'un projet pilote en faveur de la République islamique de Mauritanie pour 2019 à financer sur le budget général de l'Union

LA COMMISSION EUROPÉENNE,

vu le traité sur le fonctionnement de l'Union européenne,

vu le règlement (UE, Euratom) 2018/1046 du Parlement européen et du Conseil du 18 juillet 2018 relatif aux règles financières applicables au budget général de l'Union, modifiant les règlements (UE) n° 1296/2013, (UE) n° 1301/2013, (UE) n° 1303/2013, (UE) n° 1304/2013, (UE) n° 1309/2013, (UE) n° 1316/2013, (UE) n° 223/2014, (UE) n° 283/2014 et la décision n° 541/2014/UE, et abrogeant le règlement (UE, Euratom) n° 966/2012¹, et notamment ses articles 58, paragraphe 2, lettre a) et 110, paragraphe 1,

considérant ce qui suit:

- (1) Afin d'assurer la mise en œuvre d'un projet pilote en faveur de la République islamique de Mauritanie pour 2019, il est nécessaire d'adopter une décision de financement. L'article 110 du règlement (UE, Euratom) 2018/1046 établit des règles détaillées en matière de décisions de financement.
- (2) L'aide envisagée doit respecter les conditions et procédures établies par les mesures restrictives adoptées conformément à l'article 215 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne² (TFUE).
- (3) Conformément à l'article 58, paragraphe 2, lettre a), du règlement (UE, Euratom) 2018/1046, les crédits relatifs à des projets pilotes de nature expérimentale visant à tester la faisabilité d'une action et son utilité peuvent être exécutés sans acte de base, pour autant que les actions financées relèvent de la compétence de l'Union.
- (4) Conformément à l'article 4, paragraphe 7, du règlement (UE) n° 236/2014, il convient de recourir à la gestion indirecte pour la mise en œuvre du projet.
- (5) La Commission doit assurer un niveau de protection des intérêts financiers de l'Union conforme aux dispositions de l'article 154, paragraphe 3, du règlement (UE, Euratom) 2018/1046 pour ce qui est des entités et des personnes chargées d'exécuter des fonds de l'Union en gestion indirecte.
- (6) A cette fin, ces entités et personnes sont soumises à une évaluation de leurs systèmes et procédures, conformément à l'article 154, paragraphe 4, du règlement (UE, Euratom) 2018/1046³ et, si nécessaire, à des mesures de surveillance appropriées conformément à l'article 154, paragraphe 5, du règlement (UE, Euratom) 2018/1046 avant qu'une convention de contribution puisse être signée.

¹ JO L 193 du 30.7.2018, p. 1.

² www.sanctionsmap.eu. Veuillez noter que la carte des sanctions est un outil informatique permettant de répertorier les régimes de sanctions. Les sanctions résultent d'actes législatifs publiés au Journal officiel (JO). En cas de divergence, le JO fait foi.

³ A l'exception des cas prévus à l'article 154 paragraphe 6, du règlement (UE, Euratom) 2018/1046 pour lesquels la Commission peut décider de ne pas exiger une évaluation ex-ante.

- (7) Il est nécessaire de permettre le paiement d'intérêts de retard sur la base de l'article 116, paragraphe 5, du règlement (UE, Euratom) 2018/1046.
- (8) Pour permettre une certaine flexibilité dans la mise en œuvre du programme, il y a lieu d'autoriser des modifications qui ne devraient pas être considérées comme substantielles aux fins de l'article 110, paragraphe 5, du règlement (UE, Euratom) 2018/1046.

DÉCIDE:

Article premier

Le projet

La décision relative au financement d'un projet pilote en faveur de la République islamique de Mauritanie pour 2019 à financer sur le budget général de l'Union, présentée en annexe, est adoptée.

Le projet comprend l'action suivante:

- «Extension de la couverture santé universelle en Mauritanie», présentée en annexe.

Article 2

Contribution de l'Union

Le montant maximal de la contribution de l'Union destinée à la mise en œuvre du projet pilote est fixé à 1 195 000 EUR, à financer par les crédits inscrits sur la ligne budgétaire suivante du budget général de l'Union:

- (a) Ligne budgétaire 21 02 77 35: 1 195 000 EUR.

Les crédits prévus au premier alinéa peuvent également servir au paiement d'intérêts de retard.

Article 3

Modes d'exécution et entités ou personnes chargées de l'exécution

L'exécution des actions menées en gestion indirecte, telles que présentées en annexe, peut être confiée aux entités ou aux personnes mentionnées, ou sélectionnées conformément aux critères fixés, au point 5.4.1 de ladite annexe.

Article 4

Clause de flexibilité

Les augmentations ou les diminutions n'excédant pas 20 % de la contribution fixée à l'article 2, premier alinéa, ou les modifications cumulées⁴ des crédits alloués à des actions spécifiques n'excédant pas 20 % de cette contribution de même que les prolongations de la période de mise en œuvre, ne sont pas considérées comme substantielles au sens de l'article 110, paragraphe 5, du règlement (UE, Euratom) 2018/1046, pour autant qu'elles n'aient d'incidence significative ni sur la nature ni sur les objectifs des actions.

⁴ Ces modifications peuvent venir de recettes affectées devenues disponibles après l'adoption de la décision de financement.

L'ordonnateur compétent peut effectuer les modifications visées au premier alinéa. Ces modifications sont appliquées dans le respect des principes de bonne gestion financière et de proportionnalité.

Fait à Bruxelles, le 11.3.2020

Par la Commission
Jutta URPILAINEN
Membre de la Commission